

## **Journée de l'industrie Swissmem du 30 juin 2016, Hallenstadion, Zurich**

### **«Allez courageusement de l'avant» (3<sup>e</sup> ébauche)**

Exposé de Hans Hess, président de Swissmem

Monsieur le Président de la Confédération,

Honorable Ambassadors and Excellencies,

Mesdames et Messieurs les conseillers aux Etats, conseillers nationaux, conseillers d'Etat,

Chers entrepreneurs,

Chers apprentis et étudiants,

Mesdames et Messieurs,

Au Moyen-Âge, les gens croyaient que la Terre était un disque. Ils ne s'aventuraient jamais trop loin en mer. Au début du 19<sup>e</sup> siècle, les premiers trains terrorisèrent la population. En 1831, des travailleurs domestiques mirent même le feu à l'entreprise de machines à tisser Corrodi & Pfister à Uster parce qu'ils craignaient pour leur existence du fait des machines à tisser.

Chaque changement inspire la crainte. Il faut la prendre au sérieux. Mais ni la première, ni la deuxième, ni la troisième révolution n'a rendu l'homme superflu. La quatrième ne le fera pas non plus. Je me consacre depuis quelque temps déjà à la numérisation de l'industrie. C'est un sujet très complexe. Il faut un peu de temps pour s'en faire un aperçu. Pour moi, le message important lors de cette journée de l'industrie est le suivant: la numérisation constitue une chance pour l'industrie suisse. Nous devons l'aborder avec détermination, courage et beaucoup de curiosité.

La numérisation de l'industrie apportera une contribution décisive à ce que la place industrielle suisse reste compétitive malgré un franc fort, des coûts et des salaires élevés. Malgré le contexte économique et de politique européenne, la situation de départ est favorable. Les entreprises industrielles suisses sont très innovantes et sur le plan technique à un excellent niveau. Elles ont de bons processus efficaces. Les chaînes de valeur ajoutée sont organisées de manière toujours plus globale. En outre, la production dans nos entreprises est déjà très automatisée du fait de la pression constante sur les coûts. A cela s'ajoute le fait que la Suisse dispose de spécialistes hautement qualifiés grâce à son excellent système de formation. Les hautes écoles et universités sont au top dans les domaines significatifs. Notre pays dispose aussi d'une infrastructure TIC très performante. Une étude de l'entreprise de conseil renommée Roland Berger confirme cette évaluation. Elle voit l'industrie suisse et l'Allemagne dans une position de leader en Europe pour «Industrie 4.0». Nous devons profiter de cette bonne situation de départ.

Dans les prochaines minutes, j'aborderai quatre questions:

1. Ou se trouve l'industrie suisse sur la voie de l'avenir numérique?

2. Que signifie cette évolution pour les collaborateurs de l'industrie?
3. Que doivent faire les entreprises, les associations et les partenaires sociaux pour que cette évolution vers une industrie numérique réussisse?
4. Que doit faire la politique en rapport avec la numérisation de l'industrie?

Concernant la première question: Où en est l'industrie suisse? Les exemples présentés auparavant dans la vidéo documentent le fait qu' «Industrie 4.0» est déjà arrivée en Suisse. Mesdames, Messieurs, il ne s'agit pas de cas isolés recherchés désespérément. Au cours des semaines écoulées, Swissmem a mené une enquête auprès des entreprises membres sur le thème «Industrie 4.0». L'écho suscité a été énorme. Plus d'un tiers des plus de 1000 entreprises membres ont répondu. Je ne vous ennuierais pas avec les détails de l'enquête, je citerai juste un chiffre. 1'225. C'est le nombre de projets «Industrie 4.0» que les entreprises interrogées ont réalisés jusqu'à présent ou qui sont actuellement en phase de planification et de réalisation. Ce qui montre que la numérisation modifiera l'industrie de manière durable. Les résultats de l'enquête donnent aussi des informations sur ce qu'attendent les entreprises suisses de la numérisation. Elles souhaitent augmenter leur productivité et leur efficacité au niveau des processus et des ressources, ainsi que créer un bénéfice pour leurs clients.

L'exposé de mon orateur précédent vous a déjà donné de nombreux aperçus des dimensions conceptuelles et de l'aspect économique de la numérisation. C'est pour cette raison que je me penche directement sur la deuxième question qui est tout aussi importante: quelles sont les conséquences pour les collaborateurs dans nos entreprises industrielles?

Nous avons discuté cette question il y a trois semaines avec nos partenaires sociaux dans le cadre d'un atelier. Il en est ressorti des faits intéressants:

- La numérisation modifie les activités industrielles traditionnelles et crée la base pour de nouvelles tâches. Elle ne remplacera toutefois pas les hommes par des robots. Il faut toujours des personnes pour développer, produire et programmer ces robots. Il faut des personnes pour fournir les nouvelles prestations découlant de l'industrie numérique. Il faut des personnes pour évaluer de manière intelligente l'énorme quantité de données saisies par des machines intelligentes. Il faut des personnes pour continuer à optimiser les produits et les processus dans nos entreprises sur cette base. Et il faut des personnes pour garantir la sécurité des données. C'est pourquoi la numérisation ne donnera pas lieu à une coupe rase parmi les employés. Les visions d'horreur propagées par certaines études ou au WEF de cette année à Davos sont biaisées, selon moi.
- Il est clair que les travaux répétitifs faciles à automatiser disparaîtront de plus en plus dans la production. En Suisse, sur l'île aux prix élevés, cette tendance n'a rien de nouveau. Les expériences faites jusqu'à présent dans les entreprises montrent que la numérisation ne donne pas lieu à une réduction des emplois. Si les entreprises deviennent plus compétitives et meilleures grâce à la numérisation, elle générera même plus de postes que maintenant.
- La numérisation rend le travail dans l'industrie à tous les niveaux plus exigeant et plus diversifié. Des tâches créatives et interactives remplacent les travaux ennuyeux et peu exigeants. Par ailleurs, les exigences en flexibilité et en matière de qualifications des travailleurs et en particulier des dirigeants augmentent.

Ces résultats montrent clairement que la clé d'une numérisation réussie de l'industrie réside dans la formation initiale, ainsi que la formation professionnelle et la formation continue.

Cela commence déjà à l'école. Je parle ici d'un objet politique qui me tient particulièrement à cœur: le plan d'études 21. Il veille à une réévaluation des branches que sont les mathématiques, l'informatique,

les sciences naturelles et la technique, soit les branches appelées MINT. Dans le monde numérique, les mathématiques constituent une base importante qui va bien au-delà du calcul, celle de la pensée et de l'action logiques. Cette branche doit être enseignée de manière plus attrayante et plus vivante. Les jeunes ne doivent pas y voir une branche horrible, mais avoir du plaisir. Nous devons parvenir à bien préparer notre relève au monde professionnel numérique. Il ne suffit pas de savoir utiliser un smartphone ou surfer sur Internet. Les jeunes doivent aussi apprendre à programmer. C'est ce qui rend la branche attrayante. Et les filles le peuvent tout autant que les garçons. Celui qui n'a fait aucune expérience positive avec les sciences naturelles et la technique jusqu'en 6<sup>e</sup> classe n'optera pas pour un métier scientifique ou technique. C'est pourquoi une formation précoce et attrayante dans les branches MINT est très importante pour la place industrielle et intellectuelle suisse.

Outre le renforcement de la formation MINT, le plan d'études 21 favorise aussi l'apprentissage basé sur les compétences. Plutôt que de faire apprendre en premier lieu des choses par cœur, le plan d'études transmet aux enfants et aux jeunes la capacité à résoudre de nouvelles tâches grâce aux connaissances acquises. Se procurer rapidement les connaissances n'est pas un problème dans le monde numérique. Ce qui est décisif est la manière dont les jeunes utilisent ce savoir pour résoudre les problèmes. Dans la formation professionnelle, nous nous consacrons à ce concept de la formation axée sur les applications et les compétences depuis des années avec succès. C'est pourquoi il est important que le plan d'études 21 soit bientôt introduit dans tous les cantons suisses alémaniques. Celui qui s'y oppose risque consciemment que nos enfants, nos entreprises et tout le pays ne puissent pas saisir leurs chances dans l'économie numérique.

Le second point important réside dans la préparation des collaborateurs âgés de plus de 40 ans à «Industrie 4.0». Ils ne sont pas autant habitués à utiliser des outils numériques que la jeunesse d'aujourd'hui. Nous devons transporter ces personnes dans la nouvelle ère et les former en conséquence. Pour cette tâche, travailleurs et employeurs sont sollicités à part égale. L'employeur doit mettre à disposition des offres de formation continue adéquates dans l'entreprise et hors de l'entreprise. D'autre part, les travailleurs doivent montrer qu'ils sont prêts et qu'ils veulent relever les défis.

Nous devons tout mettre en œuvre pour qualifier le plus de personnes pour cette tâche de l'industrie du futur. Nous aurons besoin de ces personnes car le manque de spécialistes se fait aujourd'hui déjà ressentir dans divers secteurs - pas seulement en informatique. L'industrie digitalisée a toujours besoin de spécialistes qualifiés, et ce pour les professions existantes et les nouvelles. Les institutions de formation des partenaires sociaux de l'industrie MEM, comme les centres de formation pour la technologie et le management, peuvent apporter une précieuse contribution dans la formation continue des personnes, tout comme les hautes écoles spécialisées ou notre école de cadres, Swissmem Academy. Si tous tirent à la même corde, la numérisation sera aussi une chance pour les travailleurs de l'industrie.

Mon message est donc le suivant: la numérisation constitue une chance pour l'industrie suisse. Nous ne devons toutefois pas seulement investir dans la technologie et les robots, mais plutôt dans les collaborateurs.

Par ce thème, j'aborde ma troisième question: que doivent faire les entreprises et les associations? Au cours des trois dernières années, Swissmem a organisé diverses manifestations sur le thème «Industrie 4.0». L'intérêt a toujours été très élevé. Le nombre de participants record à la Journée de l'industrie de

ce jour en est aussi une preuve. De nombreuses entreprises abordent ce thème avec ouverture, curiosité et anticipation. Elles ont compris qu'«Industrie 4.0» était un thème stratégique. Il ne faut pas seulement des connaissances irréprochables dans les technologies traditionnelles et les processus commerciaux efficaces. Il faut également des compétences pour mettre en place les systèmes informatiques, la saisie et l'évaluation des gros volumes de données, ainsi que les capteurs, la robotique et les technologies de communication.

Toutes les entreprises ne disposent pas des compétences suffisantes dans ces thèmes. Le premier pas est toutefois simple: les entreprises doivent s'informer et nouer des contacts. Pour ce faire, Swissmem vous apporte son aide. Au cours des années écoulées, nous avons mis sur pied la plateforme «Industrie 2025» avec les associations SwissTnet, asut et electrosuisse. Entre-temps, de nombreuses organisations partenaires du monde TIC sont venues s'y ajouter. La plateforme «Industrie 2025» a pour but de sensibiliser les entreprises à la numérisation, de les mettre en réseau et de promouvoir l'application d'«Industrie 2025». La mise en réseau au-delà des entreprises permet à ces dernières de reconnaître rapidement où le potentiel sommeille et où les points de départ se trouvent. Lorsque l'introduction a réussi, de nouvelles opportunités s'ouvrent automatiquement. Pour la mise en œuvre, je vous recommande de travailler étroitement avec les clients, les fournisseurs et les prestataires TIC. Et pour terminer, les entreprises devraient chercher le contact avec les hautes écoles spécialisées, les écoles supérieures et les instituts de recherche.

A propos des écoles supérieures. De nos jours, il y a beaucoup de représentants du domaine des sciences. J'attends que vous aussi souteniez activement l'industrie pour la numérisation. Les écoles supérieures, en particulier l'EPF de Zurich et Lausanne, sont à la pointe mondiale dans les domaines de la robotique, des capteurs et des «computer sciences». J'espère qu'elles ficelleront encore mieux et donneront encore davantage la priorité aux nombreuses initiatives prometteuses. Les entreprises ont besoin de diplômés des écoles supérieures et des hautes écoles spécialisées qui pourront donner de nouvelles impulsions à «Industrie 4.0» en Suisse. Les écoles supérieures jouent un rôle décisif dans le transfert des connaissances et de la technologie. Il est important qu'elles mettent leurs compétences à la disposition des entreprises. Je regarde parfois d'un air envieux notre voisin allemand qui a mis les gaz dans ce domaine. Nous devons en faire de même en Suisse. Car le monde numérique se meut rapidement.

Pour terminer, j'en viens à la question de savoir ce que la politique doit faire en relation avec la numérisation de l'industrie. Je suis très heureux que de nombreux politiciens de la Confédération, des cantons et des communes soient présents aujourd'hui. Je suis très heureux que notre ministre de l'économie et de la technologie, le Président de la Confédération Johann Schneider-Ammann, soit une fois de plus présent aujourd'hui. Je sais qu'il comprend très bien notre situation et nos préoccupations. La tâche de la politique en rapport avec la numérisation semble simple à première vue. Elle doit créer les conditions-cadres permettant à l'industrie d'utiliser de manière optimale les chances qu'offre la numérisation. De mon point de vue, il y a divers champs d'action:

1. En tant que pays sans matières premières, nous devons investir dans la formation, la recherche et l'innovation. Nous ne devons en aucun cas faire des économies dans ces domaines. Au contraire. Nous devons mettre plus de fonds à la disposition de ces domaines. Il est clair que les écoles supérieures et les instituts de recherche doivent travailler à leur efficacité. Toutefois, les dépenses de la Confédération et des cantons en faveur de la formation, la recherche et l'innovation ne doivent pas être sacrifiées en faveur des dépenses engagées. Les investissements dans la formation initiale et

la formation continue sont très importants pour pouvoir gérer avec succès la numérisation. La politique peut y apporter une contribution décisive.

2. Brexit a plongé l'UE dans une nouvelle crise. Je ne pense pas que pour l'UE une solution de négociation avec la Suisse ait la priorité. Il est toujours plus vraisemblable qu'à partir de février 2017, le Conseil fédéral devra appliquer l'initiative contre l'immigration de masse à l'aide d'une ordonnance et de manière unilatérale. Ce qui implique des conséquences négatives immédiates pour la Suisse. Nous perdrons l'association au programme de recherche européen «Horizon 2020». Il y a deux semaines, le parlement a certes autorisé le Conseil fédéral à ratifier le protocole visant à étendre la libre circulation des personnes à la Croatie. Ce, seulement à la condition qu'une réglementation compatible avec le droit suisse soit conclue avec l'UE pour gérer l'immigration. Il est aujourd'hui pratiquement impossible de remplir cette condition. Swissmem s'est battue de toutes ses forces il y a encore quelques semaines contre ce lien inutile et nuisible, malheureusement en vain. En ce qui concerne la collaboration en matière de recherche avec l'UE, la Suisse sera très probablement reléguée au statut d'Etat tiers. Ce qui constituerait un désavantage de taille pour la science et nos entreprises industrielles que nous ne pouvons en fait pas nous permettre. Je crains que la capacité d'innovation de la Suisse - notre plus grand atout - soit affaiblie à moyen terme.
3. L'intérêt peut-être le plus important en rapport avec «Industrie 4.0» est le maintien du marché du travail libéralisé. Ce dernier ne doit pas être limité par de nouvelles réglementations. Les entreprises doivent pouvoir s'adapter rapidement et sans grande bureaucratie aux nouvelles possibilités. Nous ne devons pas affaiblir cet énorme avantage de la place intellectuelle suisse. La formation continue permet de maintenir les travailleurs compétitifs sur le marché du travail. En rapport avec la numérisation, il s'agit-là de la seule protection efficace contre la perte de l'emploi.
4. La troisième réforme de l'imposition des entreprises III est pour moi un thème important. Elle doit être appliquée rapidement. A première vue, elle n'a rien à voir avec «Industrie 4.0». Elle offre toutefois de la sécurité juridique concernant le futur régime d'imposition. Elle offre dorénavant aux entreprises innovantes certains soulagements fiscaux si elles investissent dans des brevets, la recherche et le développement. De plus, cette réforme baissera de manière plus ou moins sûre le taux d'imposition des entreprises. Tout ceci a une influence positive sur les décisions en matière d'investissement des entreprises.

Mesdames et Messieurs, ce sont en premier lieu les entreprises qui sont sollicitées sur la voie du futur. Et c'est aussi bien ainsi. Les politiciens, les scientifiques et les partenaires sociaux doivent toutefois apporter leur contribution pour que la numérisation de l'industrie suisse soit une histoire à succès. Pour terminer, je vous rappelle encore une fois mon message le plus important de cette année: la numérisation est en premier lieu une chance pour l'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux. Elle a toujours fait preuve d'un esprit de pionnier. Il y a 200 ans, lors de la première révolution industrielle, nous avons construit les premiers chemins de fer et les premières fabriques. Je souhaite que les entreprises continuent à faire preuve de cet esprit de pionnier pour la quatrième révolution industrielle et qu'elles fassent face au changement avec détermination, courage et beaucoup de curiosité. Peut-être que la Journée de l'industrie d'aujourd'hui y contribuera quelque peu.

Je vous remercie de votre attention.

Zurich, le 30 juin 2016

Pour tous renseignements:

Swissmem Communication  
Pfingstweidstrasse 102  
Case postale  
CH-8037 Zurich  
Tél. 044 / 384 41 11  
E-mail: [presse@swissmem.ch](mailto:presse@swissmem.ch)